

Flash Economie

22 juillet 2019 - 1004

L'histoire économique de la zone euro racontée à partir des coûts salariaux unitaires de l'industrie des grands pays de la zone euro

L'observation de l'évolution des coûts salariaux unitaires de l'industrie nous rappelle :

- que la dévaluation interne (baisse des coûts salariaux) est la seule méthode disponible pour corriger un handicap de compétitivité-coût ; l'Allemagne au début des années 2000 et l'Espagne depuis 2009 ont réalisé des dévaluations internes, ce qui est bien sûr une politique non coopérative et de plus coûteuse à court terme pour le pays qui la mène ;
- que la France et l'Italie, refusant d'utiliser une dévaluation interne, ont un problème structurel de compétitivité-coût ;
- que l'Allemagne retrouve aujourd'hui l'excès de coût de production par rapport aux autres pays de la zone euro qu'elle avait au début des années 2000, ce qui avait déclenché à l'époque les réformes Schröder ; ceci explique les difficultés présentes de l'Allemagne (pertes de part de marché, recul de l'industrie).

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

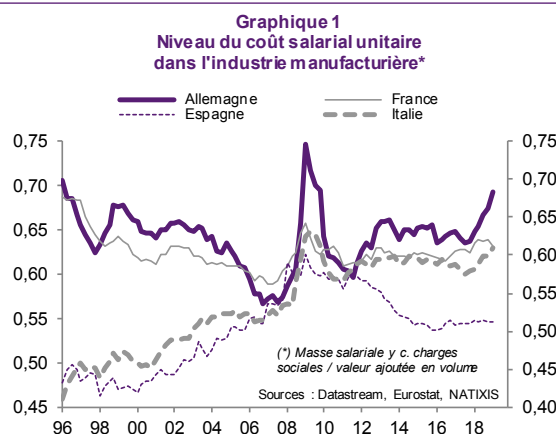
patrick.artus@natixis.com

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

www.research.natixis.com

L'évolution du coût salarial unitaire de l'industrie manufacturière des quatre plus grands pays de la zone euro

Nous allons partir des **niveaux de coût salarial unitaire** de l'industrie manufacturière depuis 1996 (**graphique 1**) en Allemagne, en France, en Espagne, en Italie.

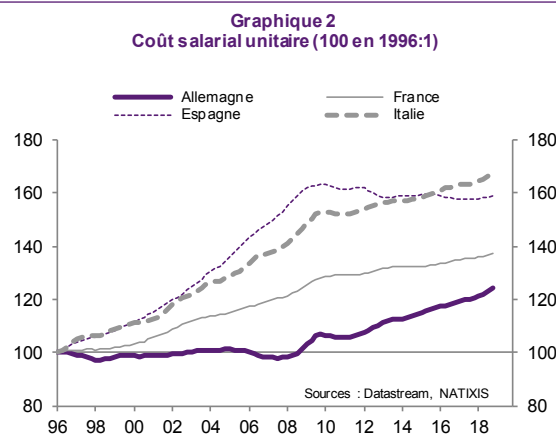


L'évolution du coût salarial unitaire de l'industrie dans ces quatre pays passe **plusieurs messages importants** quant au fonctionnement de la zone euro.

Trois messages concernant le fonctionnement de la zone euro

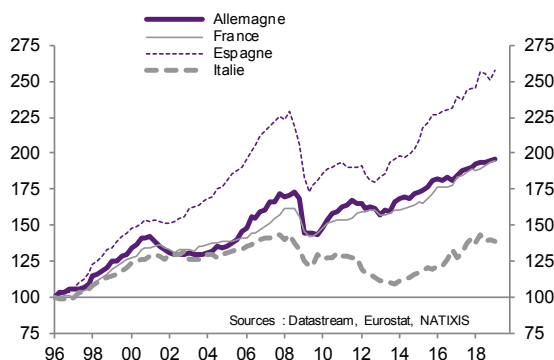
- 1- La dévaluation interne est la seule technique disponible dans la zone euro pour qu'un pays corrige un handicap de compétitivité

Le graphique 1 plus haut et le **graphique 2** montrent que, **l'Allemagne, au début des années 2000 et l'Espagne depuis 2009 ont mené une dévaluation interne**, c'est-à-dire ont réduit leurs coûts salariaux pour améliorer leur compétitivité.

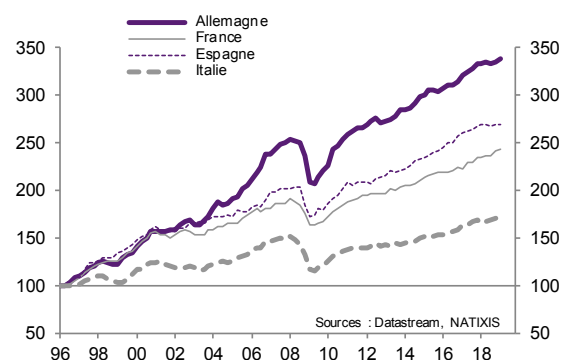


Cette politique est évidemment non-coopérative : elle a amélioré la compétitivité de l'Allemagne puis celle de l'Espagne au détriment de la France et de l'Italie, comme le montrent les évolutions des exportations et de l'investissement (**graphiques 3 a/b**).

Graphique 3a
Investissement productif (volume, 100 en 1996:1)

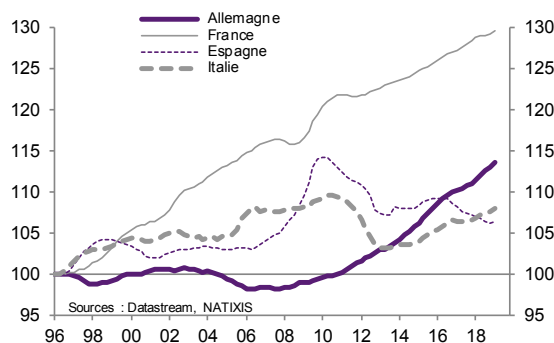


Graphique 3b
Exportations (volume, 100 en 1996:1)

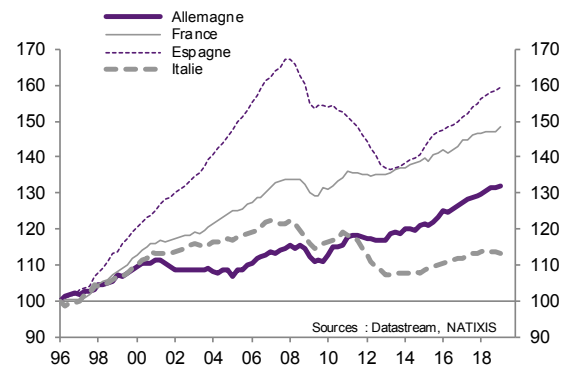


Cette politique est aussi coûteuse à court terme pour le pays qui la mène, avec le recul des salaires réels (graphique 4a), la baisse de la demande intérieure (graphique 4b) et la hausse du chômage (graphique 4c).

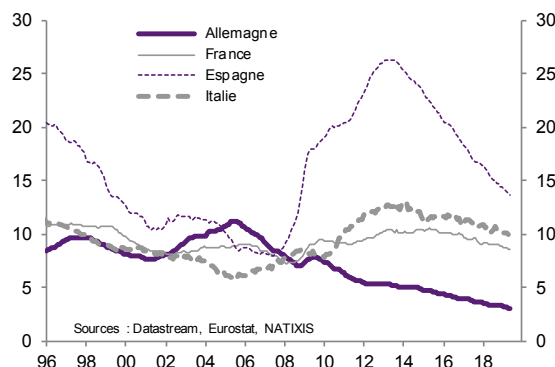
Graphique 4a
Salaire réel par tête déflaté par le prix conso (100 en 1996:1)



Graphique 4b
Demande intérieure (volume, 100 en 1996:1)



Graphique 4c
Taux de chômage (en %)



2- La France et l'Italie refusent d'utiliser une dévaluation interne

Le graphique 1 plus haut montre que la France et l'Italie n'ont jamais réagi à la dégradation de leur compétitivité-coût, ont toujours refusé de mener une dévaluation interne.

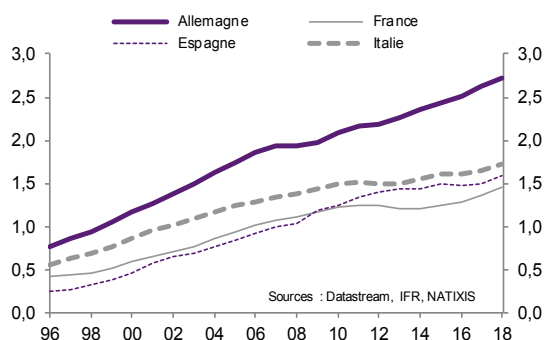
Ceci implique que **le problème de compétitivité-coût de la France et de l'Italie**, renforcé par la faiblesse des compétences de la population active (**tableau 1**) et de la modernisation des entreprises (**graphique 5**) persiste, d'où le recul des parts du marché de ces deux pays (graphique 3b plus haut) et leur désindustrialisation (**graphique 6**).

Tableau 1 : Enquête PIAAC de l'OCDE, score global par score décroissant (2016)

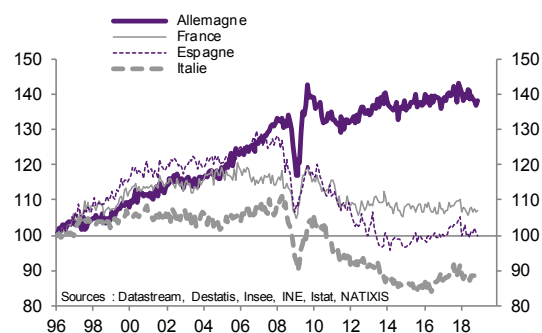
Rang	Pays	Score
1	Japon	292,8
2	Finlande	286,4
3	Pays-Bas	283,6
4	Suède	282,0
5	Norvège	281,1
6	Australie	278,9
7	Flandre (Belgique)	278,9
8	République Tchèque	277,6
9	Danemark	277,4
10	Slovaquie	276,9
11	Autriche	276,2
12	Nouvelle-Zélande	275,9
13	Estonie	275,5
14	Allemagne	274,7
15	Canada	273,7
16	Corée	273,0
17	Royaume-Uni	271,6
18	Pologne	267,2
19	Irlande	266,3
20	États Unis	265,4
21	France	258,2
22	Slovénie	257,0
23	Israël	253,1
24	Grèce	252,9
25	Italie	248,8
26	Espagne	248,8
27	Turquie	223,0
28	Chili	213,1

Sources : OCDE, NATIXIS

Graphique 5
Stock de robots industriels
(en % de l'emploi manufacturier)

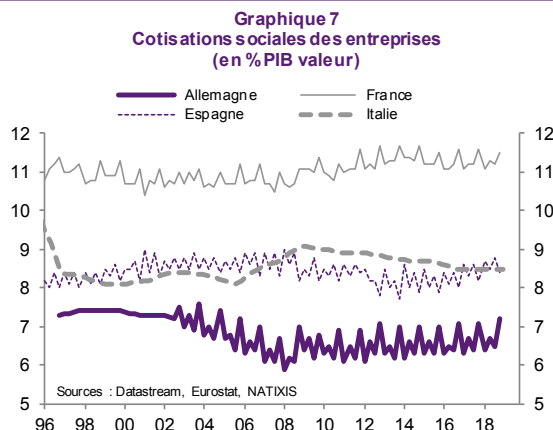


Graphique 6
Capacité de production manufacturière
(100 en 1996:1)

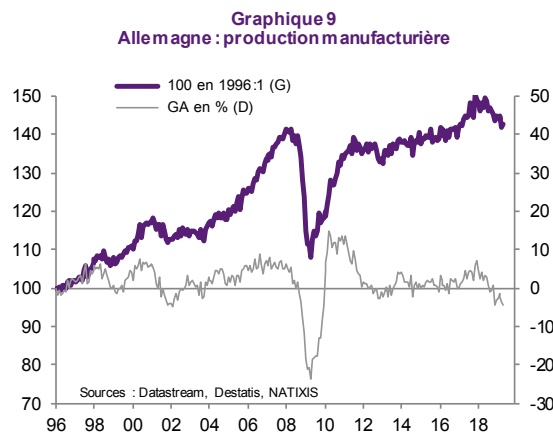
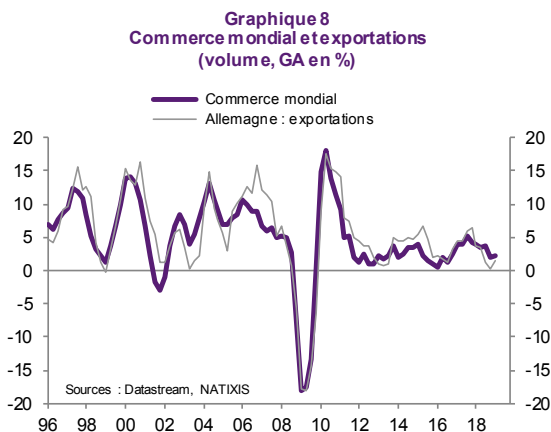


3- L'Allemagne se retrouve aujourd'hui en position difficile

Le graphique 1 plus haut montre que l'Allemagne souffre à nouveau aujourd'hui d'un niveau trop élevé de ses coûts salariaux, comme au début des années 2000 lorsque G. Schröder a mis en place sa politique de réformes : déréglementation du marché du travail, d'où freinage des coûts salariaux (graphiques 1 et 2 plus haut), baisse des cotisations sociales des entreprises (graphique 7).



Cette dégradation à nouveau de la compétitivité-coût de l'Allemagne explique dans la période récente les pertes de parts de marché (graphique 8) et le recul de l'activité industrielle (graphique 6 plus haut, graphique 9) en Allemagne.



Synthèse : le niveau du coût salarial unitaire de l'industrie est une donnée très importante pour les pays de la zone euro

Dans une Union Monétaire, une hausse du niveau du coût salarial unitaire par rapport aux autres pays a un coût très important : ceci s'est vu depuis longtemps en France et en Italie, se voit à nouveau aujourd'hui en Allemagne. L'Allemagne va donc peut-être devoir dans le futur mener une autre dévaluation interne (comme celle de 2000-2005), comme l'Espagne depuis 2009.